DIRECTPANEL S.A.

101-103 Boulevard Mac Donald
75019 Paris

BON DE COMMANDE

A retourner accompagné de votre règlement

Téléphone :	01 44 89 46 20	Siège Social :	320, rue Saint Honoré, 75001Paris
Télécopie :	01 44 89 45 01	SA au capital de :	228 580 €
Adresse e-mail :	comptabilite@directpanel.com	N° R.C.S. :	Paris B 432 799 682
Site web :	http://www.directpanel.com	N° Siret :	43279968200013

« Etude *Directe*Com »

Je commande :

- ❑ **Etude Site simple** *non benchmarkée* **1 490 €**
- ❑ **Etude Sectorielle** *avec benchmark concurrent* **2 490 €**

\+ ….. secteurs suppl. x 490 € HT = ……**€**

Secteurs choisis :

……

……

- ❑ **Etude Complète** Benchmark 60 sites **8 490 €**

TOTAL ……**€**

Format de livraison (au choix) :

- ❑ Format électronique
- ❑ Format papier

Prénom : ……

Nom : ……

Société : ……

N° Siret : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Fonction : ……

e-mail : ……

Tél :……

Fax : ……

Adresse :……

……

Code Postal : ……

Ville : ……

Conformément à la loi Informatique et Liberté du 06.07.78 (art. 27) vous disposez d'un droit d'accès et de modification des données vous concernant.

❑ Je souhaite recevoir une facture acquittée

Je reconnais avoir pris connaissance de la licence de droit d'usage ci-dessous.

Date ……../……../……

Signature et cachet de la société (obligatoires)

Règlement par chèque à l'ordre de DirectPanel à faire parvenir à :

DirectPanel Publications
101/103, Bd Mac Donald
75019 Paris

L'étude vous parviendra à réception du règlement

Licence de droit d'usage. DirectPanel consent à l'utilisateur qui l'accepte une licence dans les présentes conditions. La licence confère à l'utilisateur un droit d'usage privé, non collectif et non-exclusif, sur le contenu de l'étude. Toute mise en réseau, toute reproduction, toute rediffusion, sous quelque forme que ce soit, même partielle, est donc interdite. Ce droit est personnel, il est réservé à l'usage exclusif et non-collectif du licencié. Il n'est transmissible en aucune manière. Tout autre usage est soumis à autorisation préalable écrite. La violation de ces dispositions impératives soumet le contrevenant, et toute personne responsable, aux peines pénales et civiles prévues par la loi.